



HAL
open science

DÉFINITION ET PRAXÉOLOGIE DE L'ENGAGEMENT : ENGAGEMENT ET ARGUMENTATION

Gilles Verpraet

► **To cite this version:**

Gilles Verpraet. DÉFINITION ET PRAXÉOLOGIE DE L'ENGAGEMENT : ENGAGEMENT ET ARGUMENTATION. Questions de communication, 2006. <hal-02378856>

HAL Id: hal-02378856

<https://hal.science/hal-02378856v1>

Submitted on 25 Nov 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

> DÉFINIR L'ENGAGEMENT

GILLES VERPRAET

Groupe d'analyse du social et de la sociabilité, CNRS
Institut de recherche sur les sociétés contemporaines, Paris
verp@ehess.fr

DÉFINITION ET PRAXÉOLOGIE DE L'ENGAGEMENT : ENGAGEMENT ET ARGUMENTATION

Résumé. — La dialectique de l'engagement et de l'argumentation tient compte de la double dimension existentielle et argumentée des engagements, entre le nécessaire et le déclaratif, entre l'acte et l'interprétation. En deuxième analyse, il est possible d'observer les croisements d'arguments qui constitueront le message et l'implication motivée pour de nouveaux participants. Ce type d'analyse est appliqué à des mouvements antiracistes des années 90, notamment la manifestation de Strasbourg, le mouvement des enseignants. Le travail de sémantisation, repris par les manifestants, se développe entre la socialisation et l'implication, entre l'argumentation et l'expérience, entre l'événement et la mémoire politique. Combiner la dynamique des mouvements sociaux et les sémantiques de l'engagement permet de préciser les ré-agencements identitaires et les nouvelles formulations de l'*ethos* des groupes concernés, par-delà les apories de l'interactionnisme et du choix rationnel (avec motivation faible et engagement calculé).

Mots clés. — Engagement, implication, rhétorique, socialisation, agencement.

Notre approche des engagements citoyens se démarque des interprétations contractualistes, où l'analyse argumentative ciblée tend à réduire les significations et les interprétations du mouvement, pour une gestion médiatique de l'événement, pour une gestion étatique du trouble à l'ordre social. Notre approche sociologique (et philosophique) cherche à restituer la part de l'engagement qui se développe sur la base d'une situation bloquée. Nous évoquons notamment les situations d'exclusion, démultipliées dans les années 80-90, mais aussi le fonctionnement bloqué d'une démocratie fonctionnelle.

L'engagement précède l'argumentation dans de nombreuses situations sociales, où s'affirment la part du refus et la part de la liberté pour la personne (Sartre, 1943). L'argumentation précède l'engagement dans les actes réfléchis ou volontaires pour le militant, pour l'action rationnelle. Mais l'argumentation poursuit l'engagement au gré des expériences de vie, des prises de conscience, des multiples apprentissages sociaux et personnels, des justifications *a posteriori*. Nous pouvons distinguer les engagements existentiels et les engagements intellectuels, les engagements réfléchis et les engagements obligés et contraints, les engagements de liberté et les engagements subordonnés à des pouvoirs. L'argumentation se tisse après coup dans les limites des systèmes de pouvoir, des cadres sociaux de la citoyenneté (droits, rhétoriques, marges d'action), dans les limites des régulations politiques contemporaines (Jobert, 2000). Ainsi se présente l'invocation des droits sociaux et républicains, dans la formulation de nouveaux droits et dans le réarrangement des droits.

D'un point de vue sociologique centré sur les situations et les actions collectives, il est possible d'examiner comment les exclus se rebiffent, et cherchent à redéfinir les contenus de citoyenneté. Les histoires de mobilisation, les narrations d'exclus et les biographies de militants sont des moyens pour expliciter ces actes existentiels, ces actes d'engagement (Lavabre, 1994 ; Dubar, 1997). L'argumentation peut être restituée après le mouvement pour restaurer les contraintes et les déterminants de ce mouvement; comment se formulent les nouveaux réarrangements de citoyenneté face aux blocages de la démocratie ? Comment les moments de refus préparent-ils des alternatives, une redéfinition des projets sociaux, un réarrangement des droits ?

Exclusion, citoyenneté et thématization

Les conflits des années 90 ont mis en avant les populations exclues des systèmes politiques (jeunes, migrants) qui sont aussi en grandes difficultés de stabilisation socio-économique (précarité, sans travail, sans statut). Les

jeunes sont placés dans une transition plus longue d'accès à l'emploi (Paugam, 1991). Ainsi la thématique culturelle du mouvement social, d'affirmation du sujet (Touraine, 1983) doit-elle s'articuler avec l'étude des processus d'exclusion et leur dépassement. Elle doit articuler la détermination endogène de l'acteur et la détermination externe des tensions et contradictions qui pèsent sur le déroulement de l'action (Della Porta, 1999). Les situations d'exclusion pour les dominés rendent leurs actions sociales plus difficiles. L'abstention électorale, l'anomie et la violence apparaissent comme les images dominantes de ces populations (Rey, 1997). Les analystes sociaux doivent aussi reconnaître les processus d'élaboration interne de ces acteurs, leurs capacités d'action endogènes et leurs soutiens sociaux. De la sorte peuvent être mieux compris leurs processus endogènes de coordination et de mobilisation.

Les dispositifs de moralisation de la question sociale (assistance, école, travail social) doivent composer avec la démultiplication des situations et des processus de fragmentation sociale (Procacci, 1994 ; Bourdieu, 1979). La multiplicité des cas d'exclusion nécessite un reclassement analytique entre les problèmes de statut (les sans-papiers), les problèmes d'échange politique négatif (abstention au vote), les problèmes de socialisation politique inachevée des jeunes hommes (la rage comme délinquance d'expression politique). La période contemporaine amène à sérier les problèmes de chômage et de précarisation, les processus de migration économique et les réfugiés politiques, les conséquences de ces différents processus de déracinement et d'exclusion sur la précarisation familiale, sur les nouvelles conduites de délinquance (Paugam, 1991).

Citoyenneté sociale et citoyenneté active

La principale question sociologique est de mieux caractériser les différents accès à la citoyenneté entre connaissance et implication et entre culture et engagement. Pour préciser les différents degrés d'implication, il est possible de caractériser les différentes formes de citoyenneté. Les élites dominantes excellent dans le jeu de réseau, d'interdépendance, d'influence sociale réciproque (Giddens, 1991 ; Castells, 1998). Les classes moyennes stabilisées savent associer leur participation sociale (associations, syndicat, professions) et leur positionnement politique (Bidou, 1982). Les populations exclues hésitent entre abstention et activisme, entre distance et violence (Rey, 1997).

Notre analyse propose deux approches sur les modes d'accès à la citoyenneté : l'approche existentielle insiste sur l'observation des modes d'action en distinguant le processus d'engagement et les discours d'argumentation. L'étude des trajectoires d'engagement et des processus

de mobilisation devient une approche pertinente. La seconde approche proposée est de recouper les analyses de trajectoires par des analyses comparatives entre les différentes formes de citoyenneté, selon les systèmes de pouvoir. Il en résulte une analyse des significations, des marges d'action et des résultats des mobilisations, des mouvements sociaux. Le retour d'une citoyenneté active suppose une autonomie de paroles et une mobilisation culturelle entre les différents niveaux d'implication (territorial, organisationnel, gouvernemental, institutionnel). À côté des figures passées du mouvement social, de la fragmentation des actions de protestation, nous pouvons reconnaître des types de mobilisation et de coordination sur des enjeux spécifiques : école, écologie, transport, racisme. L'explicitation des nouveaux systèmes de pouvoir, la *typification* des formes d'implication et de citoyenneté, permettent de clarifier les relations entre les institutions publiques et les nouveaux contenus de la citoyenneté active. La définition des normes, des légitimations, des politiques publiques se marquent dans ces configurations de base.

Catégorisation de l'action et modèles de pouvoir

Deux thèses socio-historiques s'opposent sur les modalités et les supports de l'engagement social. Les thèses récentes parient sur l'éclatement des représentations socio-politiques et doivent composer avec les différentes formes d'appartenance et d'engagement entre le recul des cultures politiques (Beck, 1994), le jeu des identités (Melucci, 1996), la combinaison des appartenances (Lahire, 1998). Les thèses qui s'appuient sur des représentations politiques constituées doivent démontrer leur stabilité, leur permanence (Bon, Michelat, 1977 ; Bréchon, 2000).

L'hypothèse d'un pluralisme des engagements sociaux et politiques pour les acteurs urbains (Melucci, 1996 ; Lahire, 1998) soutient la dispersion des représentations politiques pluralistes. Elle s'appuie sur des « représentations socio-culturelles émergentes » fondées sur les nouveaux axes de la socialisation (appartenances multiples, mixité, apprentissage). La combinaison des implications subjectives et des réseaux de coordination permet le développement de nouvelles formes de participation et de mobilisation (Lahire, 1998 ; Walzer, 1983). Ainsi apparaît-il comme une nécessité de préciser les pratiques culturelles et urbaines qui sous-tendent les figures de citoyenneté : appartenances multiples, implication par réseaux, nouvelles formes de rupture¹. Dans

¹ Nous reprenons ici la dialectique engagement et argumentation comme méthode analytique, par le recours aux histoires de vie, déroulant des jeux biographiques de l'identité et de la réflexivité (selon Ericsson, 1977), puis par l'analyse thématique et argumentative des mobilisations et des mouvements.

cette nouvelle conjoncture, il est possible de suivre et d'observer les nouvelles trajectoires d'acteurs, animées de principes politiques protestataires et citoyens forts, qui trouvent leurs dynamiques d'action (politique, existentielle, sociétale). Cette nouvelle conjoncture favorise les approches biographiques du militantisme, ancien et nouveau². Leurs registres d'interprétation relèvent plus des nouvelles alliances entre citoyennetés actives des classes moyennes éduquées et les principes de justice sociale propres aux exclus. La trame néo-libérale en terme d'exclusion, d'identité, et d'équité se trouve déclassée par la nouvelle conjoncture et par ces trajectoires d'acteurs.

Mobilisation, thématisation et énonciation

Les figurations d'acteurs, de mouvement social sont fondées sur des actes spécifiques de citoyenneté (protestation, mobilisation, actes éthiques). Une approche subjective, telle que la biographie dans le mouvement social, permet de décrire les ressources et les identités développées et modifiées dans l'engagement. Nous devons aussi examiner les valeurs endogènes, les principes et les schémas qui informent ces actes. Ils sont placés entre le système des préférences politiques et les cultures politiques constituées. Notre approche dépasse les démarches interactionnistes limitées au contrat de citoyenneté (Pharo, 1994) pour étudier plus largement les valeurs en jeu, les modalités d'échange entre les acteurs et les institutions.

La notion d'engagement se dédouble entre les types d'implication et les formules d'échange social (Pizzorno, 1993). Nous cherchons à préciser les dynamiques de sémantisation des valeurs à travers ces actes et ces mobilisations avant de conclure sur la nature de l'engagement entre soutien et rupture (Sartre, 1943). Nous devons préciser les différents relais, réseaux, mobilisation qui relie les espaces sémantiques et les énonciations de citoyennetés : « L'identité reconstructive n'est authentiquement établie dans ses droits, et pratiquement efficace, que si elle prend appui sur l'identité argumentative. Le vrai piège de l'identité reconstructive mal établie, n'est pas le retour à l'identité argumentative, à l'idée du droit et de la raison, mais le retour à l'identité argumentative à l'idée d'événement et de destin. Pour ne pas être sauvagement destructeur, le principe reconstructif doit se lier intimement à l'argumentation » (Ferry, 1991 : 136).

² On se reportera à la publication de la *Revue française de science politique* (fév., 2001) sur le désengagement, comme alternative à l'engagement.

Il est nécessaire de préciser, ensuite, les espaces de sémantisation politique, où se développent ces implications : la citoyenneté territoriale développée autour des politiques territoriales et municipales ; la citoyenneté républicaine actualisée dans les actions antiracistes, préserve un espace démocratique ; la citoyenneté fonctionnelle des élites et des classes moyennes se développe à l'intérieur des institutions de la gouvernance. Les différentes trajectoires de mobilisation peuvent ainsi être étudiées non seulement dans leur thématisation et dans leurs significations. Le suivi de ces trajectoires, de ces engagements et de ces implications peut aussi préciser comment chaque trajectoire de mobilisation correspond à un réarrangement de citoyennetés.

Les sans-papiers : un nouveau contexte de mobilisation et d'engagement

Depuis août 1995, un groupe d'activistes africains, résidents en France, provenant principalement du Sénégal et du Mali (*Soninké*) ont initié et soutenu un ensemble d'actions pour protester contre les lois restrictives de la nationalité (loi Pasqua de 1993/95) qui suppriment l'acquisition automatique de la citoyenneté pour leurs enfants nés en France (le droit du sol), qui font obligation de retour à leurs parents et fragilisent, de fait, leur situation de migration. Ces actions réclament des autorisations de séjours temporaires, plus en phase entre leur résidence en France et leur nationalité africaine, comme un compromis valable de leur situation migratoire. Ces actions (occupation d'espaces publics, grève de la faim) ont été largement soutenues par des intellectuels, artistes, professionnels des médias, sur une base solidaire alliant le droit d'expression avec une vision élargie de la nationalité et des droits sociaux et politiques décents pour les immigrants (affaire de Douvres et son écho européen). Le moment clé était l'occupation de l'église St Bernard à Paris, qui a été rudement délogée par une action de la police en août 1996. Cette action de répression a suscité une large émotion dans l'opinion publique. Une manifestation de protestation a rassemblé 200 000 personnes en février 1997, suivant l'organisation libre de professionnels des médias et de l'architecture. S'est réalisée une conjugaison singulière entre des professionnels de classes moyennes et une résistance africaine qui mérite d'être interrogée.

Droit de résidence et analyse sociale

En premier lieu, ce mouvement du long terme se présente comme une protestation contre l'exclusion, contre la conception restrictive du statut légal. Sa logique interne recherche une insertion flexible dans la société

politique française qui permette de combiner la résidence pour les parents et la nationalité pour les enfants. Dans notre grille des formes de citoyenneté, cette action significative vise à promouvoir une combinaison entre la résidence territoriale et la citoyenneté africaine. Elle dépasse la définition exclusive de la citoyenneté française (être dedans ou dehors, être inclus ou exclus selon Norbert Elias (1983) et permet de promouvoir activement une combinaison de citoyennetés associant la résidence territoriale et l'emploi, le statut républicain légal et la possibilité d'aller et retour avec les pays d'Afrique selon les alliances et les guerres.

Cette action interroge directement les relations entre la nationalité et la résidence dans un monde libéral (Balibar, 2001). Elle délégitime les principes de fermeture dans une communauté de citoyens (Schnapper, 1994). Elle exprime une combinaison subtile des formes de citoyennetés. À côté de la conception libérale de la citoyenneté, soutenue par les classes moyennes, au nom d'un certain universalisme, cette action de long terme tente de promouvoir une combinaison explicite de la résidence territoriale, de la citoyenneté républicaine et de la citoyenneté africaine. La définition actualisée du métissage à la française requiert une interrogation des canons républicains par les tenants des anciennes colonies africaines et pas seulement l'importation du multiculturalisme *melting pot* à l'américaine. Cette mobilisation d'origine africaine (puis chinoise et française) ne s'enferme pas dans les termes d'une ethnicité, qui limite les alliances ; elle procède plus largement d'un élargissement des droits sociaux et publics.

La mobilisation antiraciste à Strasbourg : motif républicain et composition des libertés

La mobilisation de mars 1997 protestait contre la présence et les thèses de l'extrême droite en France (congrès du Front national à Strasbourg). Elle peut être interprétée comme une affirmation des valeurs républicaines (liberté, égalité, fraternité) par les partis et les associations de la gauche démocratique. La mobilisation de Strasbourg constitue aussi une expérience urbaine singulière, un refus marqué des processus d'exclusion. La signification citoyenne de cette pratique urbaine est liée au façonnement de la mémoire politique (Namer, 1988). Une analyse de la réception porte sur le retentissement de la manifestation auprès de différents quartiers de la ville, auprès des différents publics³. Elle permet de clarifier les différents degrés de

³ Cette enquête a été réalisée avec l'aide du laboratoire de sociologie européenne de Strasbourg (université Marc Bloch), notamment Meddi Merran, Mohamed Chehhar, Pedel Merrez, Annick Gomez. Qu'ils en soient ici remerciés.

participation dans la manifestation et dans la trace de cette manifestation. Une analyse praxéologique de la manifestation permet de distinguer méthodologiquement : les arguments présentés par les organisateurs (la convocation, le message) ; les arguments repris par les manifestants (la motivation, la mémoire) ; les arguments portés par les médias (l'identification, la catégorisation du mouvement). Le travail de « sémantisation » (Greimas, 1966) repris par les manifestants se développe entre la socialisation et l'implication, entre l'argumentation et l'expérience, entre l'événement et la mémoire politique. Combiner la dynamique des mouvements sociaux et les sémantiques de l'engagement permet de relever certaines apories de l'interactionnisme et du choix rationnel (sans motivation, ni engagement).

Génération politiques et conjugaison des libertés

La mobilisation de Strasbourg peut être conçue comme une mobilisation territoriale soutenue par les relais républicains et les relais médiatiques afférents. Elle développe aussi une nouvelle combinaison de l'action politique et de l'implication personnelle. Les acteurs de la gauche classique (syndicat, résistance, partis de gauche républicaine) avancent les valeurs de justice et liberté. Les acteurs culturels et les groupes de jeunes activistes sont plus intéressés à mettre en relation (active déclamatoire, figurative) les valeurs de culture et de liberté. Le processus de transmission (mémoire, apprentissage, figuration) se noue entre les dimensions de mémoire pour les activistes classiques et les nouvelles grilles d'expérience pour les jeunes mobilisés sur cet événement. Il suppose la conjonction entre les acteurs sociaux, entre deux styles d'action (mobilisation, organisation) et les acteurs culturels (thématiques, rhétoriques, médiatisations). Ce type de mobilisation élargit l'activisme des classes moyennes et leur formalisation culturelle des problèmes sociaux (Bourdieu, 1979). Elle implique les jeunes des quartiers périphériques, soutenus par la socialisation scolaire et les réseaux associatifs de participation. Cet agencement des formes de citoyenneté démocratique entre leurs dimensions territoriale, républicaine et même européenne, rejoint l'arrangement précédent, développé entre les citoyennetés territoriales, démocratique et africaine, face à la conception restrictive de la citoyenneté. Une proposition plus générale de l'engagement connexionniste serait d'agencer les réseaux associatifs, leurs régimes de fonctionnement, les contenus de citoyenneté.

Mais la mobilisation de 1997 demeure fragile, marquée par la distance entre le centre et la périphérie, entre population scolarisée et population hors cursus scolaire (*primo* migrant). La réception du discours républicain est tributaire des conditions de vie et des conditions de socialisation, Une série de décalages entre les types de socialisation et les formules de rhétorique politique sont

marqués dans la participation difficile des quartiers périphériques (les populations scolarisées), dans la déception après la manifestation, dans l'abstention de l'électorat populaire aux élections municipales de mars 2000. L'analyse de la réception de la manifestation ne se suffit pas des catégories de publics, mais elle doit prendre en compte les processus de socialisation (scolaire et politique), les modes de recomposition progressive des identités politiques, entre les identités affirmées et construites (les militants laïques pour, les intégristes régionaux et nationaux contre) ; les compositions identitaires en voie d'élaboration (jeunes scolarisés, femme centrée sur la vie privée) ou d'élaboration difficile (exclus, publics déscolarisés). La recomposition identitaire engage la recomposition des formes de citoyenneté.

La révolte des enseignants contre l'école dégradée

Le mouvement social des enseignants du second degré (en Seine-Saint-Denis, 30 % de chômage dans certains quartiers) est présenté comme un conflit des employés publics contre la dégradation, pour l'emploi, pour le soutien à l'école publique. Ce conflit professionnel porte aussi un conflit de base sur les inégalités scolaires, sur les droits inégaux dans l'accès à l'école, au sein d'une économie de conversion, posée sur des bases cognitives importantes. Dans cette visée, le soutien des parents d'élèves permet au conflit de durer deux mois (mars à mai 1997). Ils obtiennent une visibilité publique et médiatique, où ils apparaissent comme une expression du désarroi des banlieues. Les approches biographiques explicitent les tensions professionnelles, les tensions de l'école en situation de rupture, les révoltes de jeunes et leurs formes de violence, plus ou moins expressives, les différentes crises d'identités, notamment celles des références disciplinaires. La dynamique du mouvement social provient d'abord des capacités enseignantes : comment leur travail se place-t-il sur les contradictions sociales de l'école en banlieue ? Savoir et chômage, égalité et exclusion sociale, contribuent à construire sa biographie dans un univers de précarisation.

Différenciation de l'engagement et recomposition des droits

L'analyse concrète de la condition enseignante expose la diversité des formes d'engagements et d'implication des enseignants aujourd'hui. L'engagement social et intellectuel des enseignants s'accompagne de formes nouvelles d'implication professionnelle : la délégation des missions d'éducation publique – l'implication des enseignants dans le soutien scolaire – l'engagement social classique des enseignants sur la culture, sur l'éducation populaire, sur la vie politique – l'engagement syndical des professionnels. Les mouvements enseignants, notamment de St Denis, agencent ces différentes implications et responsabilités, ces différents engagements sociaux, syndicat et citoyens. Par ce travail réflexif et actif, ils permettent un ré-agencement identitaire.

Ces professions intellectuelles, liées à la constitution de l'État républicain, tiennent une série de rôles clés non seulement entre savoirs et citoyennetés, mais aussi entre État social et précarité sociale. Soit autant de manière d'énoncer et de recomposer le droit à l'éducation. L'*ethos* professionnel se stabilise dans la combinaison de ces implications, de ces agencements d'identités (Weber, 1964 ; Bourdieu, 1979). Le mouvement de déconstruction et reconstruction de l'*ethos* se forme à partir des logiques plurielles (Walzer, 1983 ; Lahire, 1998). Mais, cette reconstruction réflexive et plurielle demeure sous tension en l'absence de forme culturelle et politiques⁴.

Le social, l'implication et la citoyenneté dans les systèmes de gouvernance

Figures d'engagement et composition du mouvement

Différentes figures d'engagement se dégagent de ces mouvements des années 90 en France : la figure gestionnaire de l'implication (distanciée) dans une organisation, la figure classique de l'engagement existentiel pour une cause (Sartre, 1943), la mise en avant des exigences éthiques et citoyennes qui mobilisent l'acteur (la citoyenneté active ci-dessus décrit). Ces différentes figures mettent en jeu les différents niveaux d'appartenance (Merton, 1965) et leurs articulations nouvelles par les acteurs au-delà des hiérarchies des systèmes de pouvoir⁵. Dans cette approche, l'engagement éthique participe d'une recombinaison thématique.

⁴ Les analyses des années 50 traitent peu des enseignants. Dans *Les chemins de la liberté* (Sartre, 1943), les enseignants, tels que Boris, sont présentés à la fois comme des petites bourgeois, bureaucrates aliénés, dont l'engagement extérieur (au Parti et au marxisme dans les années 40/50) demande une conversion (quasi religieuse), au risque d'un embrigadement sur leur liberté existentielle. Les formules contemporaines des enseignants conjuguent l'implication dans le travail, les conduites de retrait, un engagement sociétal important (association, vie politique). Une analyse spectrale des conduites sociales des enseignants aujourd'hui permet d'élargir et d'optimiser l'espace social de l'engagement.

⁵ La notion d'implication renvoie à une causalité théorique, à une organisation impliquante et éventuellement à une implication symbolique, alors que la phénoménologie sartrienne de l'engagement (1943) poursuit trois définitions reliées : l'engagement subjectif, l'engagement intersubjectif, l'engagement philosophique et ontologique. Au premier moment (a) de conscience et négation, d'affirmation existentielle succèdent (b) les problèmes intersubjectifs, l'être pour autrui, dans le regard de l'autre; le projet fondamental (c) n'apparaît qu'en creux, caché au cœur de toutes les intentions apparentes.

Le développement de ces nouvelles formes d'action ne relève pas seulement de ces nécessités endogènes, à plus de justice, plus d'égalité, plus de citoyenneté globale dans l'interdépendance. Il s'appuie sur les limites contemporaines de la citoyenneté républicaine dans les nouveaux systèmes d'interdépendance, sur les failles des nouveaux systèmes de pouvoir, sur les ré-agencements entre les différentes formes de citoyennetés (local, républicaine, globale). Les systèmes de gouvernance (entreprise, européenne, mondiale) défendent leur légitimité dans les arguments de l'efficacité et non plus de la représentation. Dans les zones de défaillance de marché et de coordination, les appels aux différentes formes de citoyenneté active développent des légitimités fortes.

La tradition sociologique de la reproduction sociale et symbolique assume les nouveaux termes de la protestation sociale (depuis 1995) pour agencer une réflexivité subjective et l'extériorisation de l'action⁶. L'agencement critique de la domination sociale et de la domination symbolique suppose de nouvelles articulations pratiques entre réflexivité et thématization (Boltanski, Chiappello, 2000). Nous insistons ici sur les nouveaux rapports tissés entre la biographie, l'engagement et l'argumentation. Mais l'école de la reproduction doit inscrire les acteurs sociaux dans une histoire sociale (et culturelle), notamment le déplacement électoral et politique de la petite classe moyenne précarisée; enseignants et travailleurs sociaux de banlieue, jeunes beurs scolarisés dans les tensions de la mobilité sociale, élites culturelles et intellectuelles déclassées par la globalisation, la désinstitutionnalisation de la vie sociale.

Dans cette nouvelle conjoncture, il est possible de suivre les nouvelles trajectoires d'acteurs, animées de principes politiques protestataires et citoyens affirmés, qui tissent leurs dynamiques d'action (politique, existentielle, sociétale, les nouveaux termes). Cette nouvelle conjoncture favorise les approches biographiques du militantisme (anciens et nouveaux). La notion de citoyenneté active qui résulte de ces analyses signifie comment les trajectoires des acteurs franchissent une série de

⁶ Cette recherche sur la citoyenneté active prend place dans une conjoncture de crise sur la théorie des mouvements sociaux. La conjoncture d'arrêt des mouvements sociaux dans les années 80 avait favorisé une rétractation de la théorie sociale du changement. Les courants porteurs de l'action collective ont même annoncé la fin de l'historicité, une historicité négative face aux mouvements sociaux. Pour les exclus du travail et de l'État providence, il serait suffisant d'affirmer le primat du sujet, de l'identité. Dans certaines conjonctures de tension et de violence, le primat de l'identité sans relations collectives devant l'absence d'un sujet collectif favorise les interprétations en terme de « tous contre tous » (Hobbes, 1660 ; Schmitt, 1928). Pour d'autres courants plus prudents, orphelins de l'action collective, la virtualité du mouvement social est ramenée à l'éthique de protestation, de dénonciation au médiatique selon les courants contemporains de la philosophie politique.

contradictions de l'action sociale. Cette réflexivité de l'acteur en profondeur, selon une identité réflexive et interprétative, n'empêche pas le travail stratégique du mouvement et son travail de thématisation selon une identité argumentée et reconstructive (Ferry, 1991). Cette conjoncture de recomposition thématique peut être expliquée par les tensions des systèmes de gouvernance, par la combinaison de différentes formes de citoyenneté, territoriale, républicaine et active qui combinent les principes, les registres d'actions et des cultures politiques différentes.

Leurs registres d'interprétation relèvent plus des nouvelles alliances entre citoyennetés actives des classes moyennes éduquées et les principes de justice sociale propres aux exclus. La trame néo-libérale en terme d'exclusion, d'identité, et d'équité se trouve déclassée par la nouvelle conjoncture et ces trajectoires d'acteurs. Les trajectoires de citoyennetés actives supposent non seulement des carrières militantes où se constituent des ressources de mobilisation (éducation, culture, réseaux), mais aussi des ré-agencements thématiques (entre le social, le citoyen, l'institutionnel), une recomposition entre les différentes formes de citoyennetés. Cette identité plurielle, suppose à la fois réflexivité et recomposition thématique.

Conclusion

La réception du discours politique/républicain est tributaire des conditions de vie et des conditions de socialisation. Une série de décalages sont marqués entre les processus de socialisation et les formules de rhétorique politique. La notion de réception ne se limite pas à la catégorisation statistique d'un public *ad hoc* (éducation, habitude, pouvoir d'achat). Il convient de préciser les rapports entre les modes de socialisation (éducative, politique) et les modes de recomposition identitaire, des individus, des groupes, entre les identités politiques constituées (professionnels, militants, intégristes) et les identités politiques en cours de composition (jeunes, femmes) ou de recomposition (exclus, précaires, migrants). Telle est la part de l'engagement sur ce travail intérieur dans la recomposition de l'*ethos* et dans le réagencement des identités culturelles et des identités scolaires. Mais les décalages politiques demeurent.

Références

- Balibar É., 2001, *Nous Citoyens d'Europe ? Les frontières, l'État, le Peuple*, Paris, Éd. La Découverte.
- Beck U., Giddens A., Lasch S., 1994, *Reflexive Modernization*, Cambridge, Polity Press.

- Bidou, 1982, *Les aventuriers du quotidien, essai sur les couches moyennes salariés*, Paris, Presses universitaires de France.
- Boltanski L., Chiappello E., 2000, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard.
- Bon M., Michelat G., 1977, *Classe, religion et comportement politiques*, Paris, Presses de la Fondation nationale de sciences politiques.
- Bourdieu P., 1979, *La distinction, critique sociale du jugement*, Paris, Éd. de Minuit.
— 1992, *Réponses, pour une anthropologie réflexive*, Paris, Fayard.
- Brechon F., dir., 2000, *Les cultures politiques des français*, Paris, Presses de la Fondation nationale de sciences politiques.
- Castells M., 1998, *The information age: economy, society, culture*, Oxford, Blackwell.
- Della Porta D., Diani M., 1999, *Social Movements, an introduction*, Oxford, Blackwell.
- Dubar Cl., 1997, *Analyser les entretiens biographiques. L'exemple des récits d'insertion*, Paris, Nathan.
- Elias N., 1983, *Engagement et distanciation. Contributions à la sociologie de la connaissance*, trad. de l'allemand par M. Hulin, Paris, Fayard, 1993.
- Ericsson E., 1977, *Self Identity and Life cycle*, New York, Northrop Company.
- Ferry J.-M., 1991, *Les puissances de l'expérience. Essai sur l'identité contemporaine*, Paris, Éd. du Cerf.
- Giddens A., 1991, *Conséquences de la modernité*, trad. de l'anglais par O. Meyer, Paris, Éd. L'Harmattan, 1999.
- Greimas A.-J., 1966, *Sémantique structurale*, Paris, Larousse.
- Hobbes T., 1660, *The Leviathan, on the Matter, Form and Power of a Commonwealth Ecclesiastical and Civil*, Londres, Norton and Company.
- Jobert B., dir., 1999, *Les métamorphoses de la régulation politique*, Paris, Éd. Librairie générale de jurisprudence.
- Lahire R., 1998, *L'homme pluriel. Les ressorts de l'action*, Paris, Nathan.
- Lavabre M.-C., 1994, *Le fil rouge : sociologie de la mémoire communiste*, Paris, Presses de la fondation nationale de sciences politiques.
- Melluci A., 1996, *The playing self, person and meaning in the planetary society*, Cambridge university Press.
- Merton R.-K., 1965, *Éléments de théories et méthodes sociologiques*, trad. de l'américain par H. Mendras, Paris, Plon.
- Namer M., 1988, *Mémoire sociale et mémoire collective*, Paris, Klienksieck.
- Paugam S., 1991, *La disqualification sociale*, Paris, Presses universitaires de France.
- Pharo P., 1994, *Politiques et savoir vivre, Enquête sur les formes contemporaines du lien civil*, Paris, Éd. L'Harmattan.
- Pizzorno A., 1991, *Sur la rationalité du choix démocratique*, pp. 285-311, in : Leca J., dir., *L'individualisme*, Paris, Presses de la fondation nationale de sciences politiques.

- Procacci G., 1994, *Gouverner la misère. La question sociale en France (1789-1848)*, Paris, Éd. Le Seuil.
- Rey H., 1997, *La peur des banlieues*, Paris, Presses de la fondation nationale de sciences politiques.
- Sartre J.-P., 1943, *L'Être et le Néant, essai d'ontologie phénoménologique*, Paris, Gallimard.
- Schmitt C., 1928, *Théorie de la constitution*, trad. de l'allemand par O. Beaud, Paris, Presses universitaires de France, 1993.
- Schnapper D., 1994, *La communauté des citoyens. Sur l'idée moderne de Nation*, Paris, Gallimard.
- Touraine A. et al, 1983, *Le retour de l'acteur*, Paris, Fayard.
- Walzer M., 1983, *Spheres of Justice, a defense of pluralism and equity*, Oxford, Robertson.
- Weber M., 1964, *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, trad. de l'allemand par J. Chavy, Paris, Plon, 1994.